



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Charte 
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE

***Accord-cadre à marchés subséquents relatif aux
maintenances des systèmes de vidéoprotection, des
systèmes de contrôle d'accès et anti-intrusion, des
systèmes de sécurité incendie et des moyens de secours
des sites de l'administration centrale du ministère de la
Justice***

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES COMMUN AUX 3 LOTS
(CCAP)**

Numéro de la consultation : VB14022024

Procédure d'appel d'offres en application des articles L2124-1, L2124-2 et R2161-2
à 5 du Code de la commande publique

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 – DESCRIPTION DE L’ACCORD CADRE	4
Article 1.1 - Objet et caractéristique de l’accord-cadre.....	4
Article 1.2 - Définition de la procédure.....	4
Article 1.3 - Allotissement	5
Article 1.4 - Forme de l’accord cadre	5
Article 1.5 – Etendue de l’accord-cadre – partie unitaire.....	6
Article 1.6 - Durée.....	7
Article 1.7 – Clause de sortie.....	7
ARTICLE 2 – FONCTIONNEMENT DE L’ACCORD-CADRE ET CONCLUSION DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
Article 2.1 – Attribution des marchés subséquents à l’accord-cadre	8
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
ARTICLE 4 – SOUS-TRAITANCE.....	9
ARTICLE 5 – LIEUX D’EXECUTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 6 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
Article 6.1 - Suivi de l’exécution des prestations.....	10
Article 6.2 – Modifications relatives au titulaire de l’accord-cadre.....	11
Article 6.3 - Représentation du titulaire	11
ARTICLE 7 – DISPOSITIONS DIVERSES	12
Article 7.1 - Emission et exécution des bons de commande	12
Article 7.2 – Délais d’exécution	13
Article 7.2.1 – Prolongation du délai d’exécution.....	13
ARTICLE 8 – PRIX ET REGLEMENT DES FACTURES	14
Article 8.1 - Mode de règlement de l’accord-cadre et modalités de financement	14
Article 8.2 - Forme des prix.....	14
ARTICLE 8.2.1 – Prestations de maintenance préventive et évolutive (programmées dans un planning d’intervention annuel / forfait annuel).....	14
ARTICLE 8.2.2 – Prestations de maintenance corrective (à la survenance du besoin / prix unitaire).....	14

ARTICLE 8.3 – Contenu des prix	15
Article 8.3.1 - Révision des prix.....	15
Article 8.3.1.1 – Prestations réglées par des prix forfaitaires – Maintenance préventive et évolutive.....	15
Article 8.3.1.2 – Prestations réglées par des prix unitaires (BPU) – Maintenance corrective	16
Article 8.4 - Modalités de révision des prix.....	17
Article 8.4.1 – Plafonnement des marchés subséquents.....	18
Article 8.5 - Clause de sauvegarde	18
ARTICLE 9 – AVANCES	18
ARTICLE 10 – MODALITES PARTICULIERES DE PAIEMENT	19
Article 10.1 - Taux de TVA	20
Article 10.2 – Monnaie	20
Article 10.3 - Modalités de transmission des factures.....	20
Article 10.4 - Délai de paiement et intérêts moratoires	21
ARTICLE 11 - VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS	22
Article 11.1 - Vérifications.....	22
Article 11.2 - Décision d'admission.....	22
ARTICLE 12 – PENALITES COMMUNES AUX LOTS	22
ARTICLE 13 – EXECUTION AU FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	25
ARTICLE 14 – RESILIATION DE L'ACCORD CADRE.....	25
Article 14.1 - Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre	25
Article 14.2 - Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre	25
Article 14.3 - Résiliation pour mauvaise exécution	25
Article 14.4 - Résiliation pour motif d'intérêt général	26
ARTICLE 15 – REVUE DE CONTRAT	26
ARTICLE 16 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	26
ARTICLE 17 – MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE.....	28
ARTICLE 18 – NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCES.....	28
ARTICLE 19 – ASSURANCES.....	28
ARTICLE 20 – RESPONSABILITE DU PERSONNEL.....	29
Article 20.1 – Agrément des intervenants	29

Article 20.2 – Récusation des intervenants	30
ARTICLE 21 – SECURITE ET HYGIENE	30
Article 21.1 – Sécurité et plan de prévention.....	31
ARTICLE 22 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	32
ARTICLE 23 – LITIGES	32
ARTICLE 24 - PROMOTION DE LA CHARTE « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES ».....	36
ARTICLE 25 – DEROGATION AU CCAG-FCS	37

ARTICLE 1 – DESCRIPTION DE L'ACCORD CADRE

Article 1.1 - Objet et caractéristique de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre à marchés subséquents a pour objet les prestations de maintenance préventive, corrective et évolutive des systèmes de vidéoprotection, contrôle d'accès, anti-intrusion, sécurité de sécurité incendie et moyens de secours pour les trois sites de l'administration centrale du ministère de la Justice : Vendôme, Millénaire (2 et 3) et Russy-Bémont, conformément aux dispositions réglementaires et aux normes en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre.

La référence du code CPV est :

50610000 – Services de réparation et d'entretien du matériel de sécurité.

Les prestations ainsi que le descriptif des attendus à réaliser sont précisés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot.

Article 1.2 - Définition de la procédure

Le présent accord-cadre de services est un appel d'offres ouvert passé en application des articles L2124-1, L2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

Article 1.3 - Allotissement

Le présent accord-cadre à marchés subséquents mono-attributaire est décomposé comme suit :

- Lot n°1: Maintenance des systèmes de vidéoprotection des sites de l'administration centrale ;
- Lot n°2 : Maintenance des systèmes de contrôle d'accès et anti intrusion des sites de l'administration centrale ;
- Lot n°3: Maintenance des systèmes de sécurité incendie et des moyens de secours des sites de l'administration centrale répartie en deux sections : SSI et moyens de secours.

Article 1.4 - Forme de l'accord cadre

Le présent accord-cadre donne lieu à la passation de marchés subséquents à la survenance du besoin conformément aux articles R.2162-2 à R.2162-12 du Code de la commande publique.

Part au forfait annuel / site	Prestations concernées : <ul style="list-style-type: none">• Maintenance préventive (dont remplacement des éléments à durée de vie limitée : batteries pour tous les lots et déclencheurs pyrotechniques pour la sécurité incendie) ;• Maintenance corrective (remplacement des éléments à durée de vie limitée (main d'œuvre et déplacement sur site compris : batteries pour tous les lots et déclencheurs pyrotechniques pour la sécurité incendie, hotline 24h/24 et 7j/7 avec prise en main à distance pour les lots vidéoprotection et contrôle d'accès, et avec télédiagnostic pour le lot sécurité incendie) ;• Maintenance évolutive (mise à jour des logiciels) (main d'œuvre et déplacement compris).
Prix unitaire	Prestations concernées : <ul style="list-style-type: none">• Maintenance corrective (coût horaire de main d'œuvre, frais de déplacement sur site hors éléments à durée de vie limitée : batteries pour tous les lots et déclencheurs pyrotechniques pour le lot sécurité incendie)

Article 1.5 – Etendue de l'accord-cadre – partie unitaire

Objet	Montant minimum	Montant estimatif en € HT / durée ferme de 2 ans	Montant maximum HT / durée ferme de 2 ans	Montant maximum HT / durée maximale de 4 ans
Maintenance des systèmes de vidéoprotection pour les sites du M2, M3 / Vendôme / Russy Bémont – volet correctif				
LOT N°1 – vidéoprotection	Sans objet	50 000 €	100 000 €	200 000 €

Objet – Maintenance des systèmes de contrôle d'accès et anti-intrusion pour les sites du M2, M3 / Vendôme / Russy Bémont – volet correctif	Montant minimum	Montant estimatif en € HT / durée ferme de 2 ans	Montant maximum HT / durée ferme de 2 ans	Montant maximum HT / durée maximale de 4 ans
Lot N°2 – contrôle d'accès	Sans objet	45 000 €	90 000 €	180 000 €

Objet – Maintenance des systèmes de sécurité incendie et des moyens de secours pour les sites du M2, M3 / Vendôme et Russy Bémont – volet correctif	Montant minimum	Montant estimatif en € HT / durée ferme de 2 ans	Montant maximum HT / durée ferme de 2 ans	Montant maximum HT / durée maximale de 4 ans
LOT N°3 – SSI et Moyens de secours	Sans objet	300 000 €	450 000 €	900 000 €

Si les seuils maximums sont atteints avant la fin de la période d'exécution, la période suivante commencera de manière anticipée.

Article 1.6 - Durée

L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux ans (2) fermes à compter de sa notification.

Il est reconductible une fois (1) deux (2) ans de manière tacite sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans.

Article 1.7 – Clause de sortie

En cas de non-reconduction, l'administration notifie sa décision au titulaire avec un préavis de 3 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre par lettre avec accusé de réception, couplé d'un mèl.

La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

ARTICLE 2 – FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE ET CONCLUSION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Le présent accord cadre pourra donner lieu pour l'ensemble des lots à la passation de marchés subséquents à la survenance des besoins notamment, en cas d'évolution du parc des équipements et après remise en concurrence préalable.

La notification d'un nouveau marché subséquent entraînera la résiliation automatique du précédent.

Lesdits marchés subséquents seront exécutés par bons de commande durant la période de validité de l'accord-cadre initial.

Le marché subséquent pourra être passé sous une forme forfaitaire et/ou de façon unitaire avec des bons de commande spécifiques.

La notification de l'accord-cadre impliquera simultanément la notification du 1^{er} marché subséquent. Les prix du 1^{er} marché subséquent sont ceux de l'annexe financière de l'accord-cadre. Les remises en concurrence, sur le fondement de l'accord-cadre, seront organisées pour les marchés subséquents suivants.

Un dernier marché subséquent pourra être notifié avant la date de fin de validité de l'accord-cadre mais devra être entièrement exécuté dans un délai de 3 mois à compter de cette date.

De même, un dernier bon de commande pourra être émis avant la fin de validité du marché subséquent auquel il se rattache mais devra être entièrement exécuté à compter d'un délai de 3 mois suivant la date de fin du marché subséquent.

Article 2.1 – Attribution des marchés subséquents à l'accord-cadre

L'attribution des marchés subséquents à l'accord-cadre se réalisera après remise en concurrence préalable au regard de l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée sur la base du critère PRIX, pondéré à 100%.

L'acheteur procédera à l'attribution simultanée de l'accord-cadre mono-attributaire et du marché subséquent n°1.

Les candidats à l'attribution de l'accord-cadre déposeront une offre pour le marché subséquent n°1 dans les conditions visées à l'article 10 du règlement de la consultation (RC).

Les prix proposés pour chaque marché subséquent devront être conformes aux prix plafonds de l'accord-cadre initial. (BPU et Forfait annuel mentionné sur la DPGF).

Ainsi, les prix des marchés subséquents pourront être inférieurs ou égaux aux prix plafonds mais en aucun cas supérieurs.

Les prix plafonds sont révisés annuellement.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord-cadre est constitué des pièces suivantes, par ordre de priorité décroissante.

- L'acte d'engagement et ses annexes financières (BPU et DPGF) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières commun aux lots (CCAP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 modifié par arrêté du 30/09/2021 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot ;
- L'inventaire contradictoire exhaustif des équipements pour chacun des sites et ses mises à jour ;
- Le mémoire technique (MT).

Toute clause, portée dans les documents, tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces susvisées, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 4 – SOUS-TRAITANCE

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du Code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'acheteur afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréés.

Dans ce cas, le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'instar des éléments demandés au titulaire lors de la passation du marché public (article 8.2 du règlement de la consultation) ;
- f) le compte à créditer.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration, afin de réaliser le paiement direct au sous-traitant.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la commande publique (formulaire DC4 ou équivalent).
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin

N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du Code du travail.

Ces documents sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire.

Le titulaire devra signaler au pouvoir adjudicateur, toute modification du montant sous-traité pendant l'exécution de l'accord-cadre.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

ARTICLE 5 – LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations seront effectuées sur les sites suivants :

- Site de Vendôme sis au 13 place Vendôme 75001 Paris ;
- Site du Millénaire 2 et 3 sis au 35 rue de la Gare, 75019 Paris ;
- Site de Russy-Bémont sis au lieu dit les « Fermes de Russy » 60117 Russy Bémont.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 6.1 - Suivi de l'exécution des prestations

A la notification de l'accord-cadre, l'administration désignera le responsable technique, métier chargé du suivi de l'exécution.

Ce dernier suivra le déroulement de la prestation ainsi que la qualité de leur exécution, conformément aux prescriptions du cahier des charges. Il contrôlera le résultat de la prestation.

Le service en charge du suivi général de l'exécution du présent accord-cadre au sein du ministère est :

CCAP

Accord cadre à marchés subséquents relatif à la maintenance des systèmes de vidéoprotection, contrôle d'accès anti-intrusion, SSI et moyens de secours des sites de l'administration centrale parisienne

Ministère de la Justice Secrétariat général
Service du pilotage et de proximité (SPSP)
Département défense sûreté et sécurité (DDSS)

surete.ddss-spsp-sg@justice.gouv.fr

Il procédera également à la constatation du service fait.

Le pouvoir adjudicateur notifie expressément toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Article 6.2 – Modifications relatives au titulaire de l'accord-cadre

Le titulaire est tenu de notifier sans délai les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à la perte de certifications ou d'agrément professionnels applicables ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

En cas de manquement, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Article 6.3 - Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés au plus tard à la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le service bénéficiaire de toute modification d'interlocuteur nommé.

ARTICLE 7 – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 7.1 - Emission et exécution des bons de commande

Pour l'ensemble des lots, la maintenance corrective et évolutive sera traitée par l'émission de bons de commande établis par le service bénéficiaire au fur et à mesure des besoins après validation du devis correspondant, et transmis au titulaire par tout moyen permettant de leur donner date et heure de réception certaine.

Les bons de commande devront mentionner à minima :

- le nom du titulaire, adresse et numéro Siret ;
- la référence au devis préalable ;
- le numéro d'EJ CHORUS ;
- le service bénéficiaire ;
- le n° de service exécutant ;
- la désignation et la quantité des prestations, nature des interventions commandées en référence au BPU, DPGF ;
- la date de début et la durée d'exécution du bon de commande ;
- le montant total HT et TTC de la commande ;
- le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- le délai d'exécution de la / des prestation(s) ;
- le lieu d'exécution de la / des prestation(s).

Les marchés subséquents conclus sur le fondement de l'accord-cadre initial peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution devra être achevée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

Les bons de commandes peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent auquel ils sont rattachés mais leur exécution devra être achevée au plus tard 3 mois après la date de fin dudit marché subséquent.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation.

Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à la réception des prestations.

Article 7.2 – Délais d'exécution

Prestations concernées	Délais d'exécution contractuels
Maintenance préventive et évolutive	Echéances et dates indiquées dans le planning d'intervention conforme aux stipulations du CCTP.
Maintenance corrective	Délai maximal d'intervention figurant : Lot 1 : Article 9.2 du CCTP Lot 2 : Article 9.2 du CCTP Lot 3 : Article 9.2 du CCTP
Maintenance corrective	Délai maximal de résolution figurant : Lot 1 : Article 9.2 du CCTP Lot 2 : Article 9.2 du CCTP Lot 3 : Article 9.2 du CCTP

S'agissant des prestations de maintenance corrective, ces délais commencent à courir à compter de la demande de prise en charge formulée par le service bénéficiaire : appel téléphonique doublé d'un mèl.

Un bon de commande conforme aux prix indiqués dans le BPU interviendra à posteriori pour régularisation de la prestation corrective réalisée, au coût horaire de main d'œuvre et des frais de déplacement sur site.

Concernant les prestations de maintenance préventive et évolutive, le titulaire s'engage à respecter le planning d'intervention fixé conjointement avec le service bénéficiaire lors de la réunion de cadrage.

Article 7.2.1 – Prolongation du délai d'exécution

Pour les prestations de maintenance préventive et évolutive, en cas d'indisponibilité, le titulaire est tenu d'informer dans les plus brefs délais le service bénéficiaire et formule une demande de report à une date ultérieure dans la semaine suivant la date retenue initialement.

Pour les opérations de maintenance corrective, le titulaire respectera les délais maximaux imposés aux CCTP propres à chacun des lots.

Les demandes de prolongation du délai d'exécution se réalisent dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation attendue.

En cas de non-respect, le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 12 du CCAP.

ARTICLE 8 – PRIX ET REGLEMENT DES FACTURES

Article 8.1 - Mode de règlement de l'accord-cadre et modalités de financement

Les prestations sont financées dans le cadre du budget de l'administration et feront l'objet d'un mandat administratif.

Article 8.2 - Forme des prix

ARTICLE 8.2.1 – Prestations de maintenance préventive et évolutive (programmées dans un planning d'intervention annuel / forfait annuel)

Les prestations de maintenance préventive et évolutive seront réglées par un forfait annuel par site concerné en application du prix global et forfaitaire porté sur l'annexe financière. Le paiement interviendra à l'issue de la visite préventive après attestation du service fait par le service bénéficiaire.

ARTICLE 8.2.2 – Prestations de maintenance corrective (à la survenance du besoin / prix unitaire)

S'agissant des prestations relatives à la maintenance corrective, ces dernières seront traitées à prix unitaires en application du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement au fur et à mesure des besoins.

Concernant la fourniture de pièces hors bordereau et ne bénéficiant plus de garantie, celles-ci seront facturées sur la base du « déboursé réel » affecté du coefficient multiplicateur prestataire sur présentation de la facture d'achat. Le service bénéficiaire sollicitera un devis préalable, qui devra être conforme au déboursé réel affecté du coefficient multiplicateur porté au bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 8.3 – Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont établis hors TVA et réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution suivantes :

- les frais de main d'œuvre, test fonctionnel et de mise en route ;
- les frais de déplacement, restauration, hébergement du personnel ;
- les frais de stockage, d'emballage, livraison des fournitures et matériels ;
- les matériels, outillages et petits consommables (à durée de vie limitée : batteries, déclencheurs pyrotechniques) spécifiques à l'exercice des prestations ;
- fourniture des moyens de levage standard permettant d'effectuer la maintenance des installations ;
- élimination et valorisation des divers déchets ;
- les frais liés aux mesures de sécurité, sanitaires prises pour l'exécution ;
- les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- la fourniture des livrables attendus.

Aussi, en cas de sous-traitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, de l'entrepreneur et de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles, au moment de l'établissement desdites factures.

De même, en situation de co-traitance, les prix sont réputés inclure toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination, contrôles effectuées par le mandataire (frais généraux, impôts, taxes, marges bénéficiaires).

Article 8.3.1 - Révision des prix

Article 8.3.1.1 – Prestations réglées par des prix forfaitaires – Maintenance préventive et évolutive

Les prix sont fermes la première année de l'accord-cadre et révisables à chaque date anniversaire du contrat, par référence aux variations de l'indice suivant :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times (I_{\text{CHT-IME}} / I_{\text{CHT-IME}_0})]$$

Avec :

P = Prix révisé.

Po = Prix à la signature de l'accord-cadre pour la 1^{ère} révision et prix de la dernière révision pour les révisions suivantes.

ICHT-IME = indice « coût horaire du travail révisé – salaires et charges, tous salariés, dans les Industries Mécaniques et Electriques » N°001565183 base 100 en Décembre 2008, publié par l'INSEE, à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

ICHT-IME_o = indice « coût horaire du travail révisé – salaires et charges, tous salariés, dans les Industries Mécaniques et Electriques » N°001565183 base 100 en Décembre 2008, publié par l'INSEE, à la date d'établissement des prix (**Mo**) pour la première révision et indice de la dernière révision pour les révisions suivantes.

La révision des prix plafonds s'opère en baisse comme en hausse.

Article 8.3.1.2 – Prestations réglées par des prix unitaires (BPU) – Maintenance corrective

Les prix plafonds sont fermes la première année de l'accord-cadre et révisables à chaque date anniversaire du contrat, par référence aux variations de l'indice suivant :

La révision de prix s'effectue en appliquant à chaque poste du BPU un coefficient de révision obtenu par la formule suivante :

Pour les frais de main d'oeuvre et le forfait d'intervention :

$$PU = PU_o * [0,15 + 0,85 * (ICHT-IME / ICHT-IME_o)]$$

Avec :

PU = Prix unitaire révisé.

PUo = Prix unitaire à la signature de l'accord-cadre pour la 1^{ère} révision et prix de la dernière révision pour les révisions suivantes.

ICHT-IME = Indice « coût horaire du travail révisé – salaires et charges, tous salariés, dans les Industries Mécaniques et Electriques » N°001565183 base 100 en Décembre 2008, publié par l'INSEE, à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

ICHT-IMEo = Indice « coût horaire du travail révisé – salaires et charges, tous salariés, dans les Industries Mécaniques et Electriques » N°001565183 base 100 en Décembre 2008, publié par l'INSEE, à la date d'établissement des prix (Mo) pour la première révision et indice de la dernière révision pour les révisions suivantes.

Dans l'hypothèse où les indices utilisés pour procéder à la révision des prix sont modifiés ou supprimés de telle manière que le titulaire n'est plus en mesure d'ajuster les prix (quand l'INSEE ne propose pas d'indice de substitution), un nouvel indice pourra être défini par avenant.

La lecture des indices s'effectue sur le site internet www.indices.insee.fr.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient annuel de révision est arrondi arithmétiquement au millième (soit à la troisième décimale) : • si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ; • si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Article 8.4 - Modalités de révision des prix

Deux mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre, le titulaire transmet à l'administration les nouveaux prix applicables pour l'année à venir. Il s'engage à donner toutes les précisions utiles concernant les modifications des prix.

Le BPU fait ressortir le pourcentage d'augmentation ou de minoration par rapport aux prix applicables durant la période précédente.

Les nouveaux prix s'appliquent uniquement aux prestations, commandes émises après l'entrée en vigueur du BPU / DPGF révisé.

Pour les commandes et prestations antérieures, les prix demeurent inchangés.

Le pouvoir adjudicateur doit accepter ou amender le BPU ainsi que le montant forfaitaire annuel révisé avant la date d'anniversaire.

A défaut, le nouveau tarif est réputé rejeté.

Si le titulaire ne fait pas parvenir une proposition de nouveaux prix dans le délai imparti de deux mois précité, les prix précédemment appliqués restent en vigueur durant l'année à venir.

Ce document doit être transmis aux adresses électroniques suivantes :

dma-bm.sfa-sg@justice.gouv.fr

surete.ddss-sps-sg@justice.gouv.fr

Dans le cas où cette révision bouleverserait l'économie générale de l'accord-cadre telle qu'elle est établie à la date de signature de ce dernier, les parties conviennent de se rencontrer pour étudier les conditions de poursuite de l'accord-cadre.

Article 8.4.1 – Plafonnement des marchés subséquents

La remise en concurrence des marchés subséquents se fera dans la limite du plafond, des prix référentiels de l'accord-cadre révisés (BPU et montant forfaitaire annuel porté sur la DPGF initial).

Les prix indiqués dans le marché subséquent pourront faire l'objet d'une révision uniquement si le marché concerné porte sur une durée supérieure à un an. La formule de révision du marché subséquent est alors identique à celle de l'accord-cadre.

Dans cette hypothèse, la révision des prix s'opère en application des conditions visées à l'article 8.3.1 du présent document.

Au-delà, les deux parties conviennent de se rencontrer afin d'étudier la poursuite de leurs relations contractuelles.

Article 8.5 - Clause de sauvegarde

Le montant de l'accord-cadre résultant d'une éventuelle révision ne peut dépasser plus de 6% du montant initial.

Si la hausse excède 6% par période de 12 mois, l'accord-cadre peut être résilié par le pouvoir adjudicateur sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité.

ARTICLE 9 – AVANCES

Les modalités de versement de l'avance sont fixées par les articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est de 5% ou le cas échéant 30% pour les TPE/ PME conformément à l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Le paiement de cette avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de l'accord-cadre ou du bon de commande.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

ARTICLE 10 – MODALITES PARTICULIERES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par le service bénéficiaire.

Pour les prestations de maintenance corrective et évolutive, les factures seront établies une fois les bons de commande entièrement exécutés.

Concernant les prestations de maintenance préventive, le titulaire édite une facture conforme aux prix indiqués dans la DPGF, à l'issue de chaque visite.

Les factures sont rédigées en français et exprimées en euros.

Elles sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ainsi que ses informations fiscales (n° de TVA intracommunautaire) ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'attribution valant engagement ;
- Le numéro et la date de l'accord-cadre, numéro du marché subséquent le cas échéant ;
- Le numéro de référence complet du bon de commande ;
- Les prestations réalisées et leurs dates d'exécution ;
- La désignation du site impacté par la prestation ;
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- La date de facturation ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS ;
- nom et adresse de la personne publique.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du prestataire.

Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, de l'accord-cadre par la personne publique

aux torts exclusifs du prestataire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seule habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément.

Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

Le mandataire est seule habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par l'accord-cadre ou par un acte spécial.

Article 10.1 - Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Article 10.2 – Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Article 10.3 - Modalités de transmission des factures

Conformément au Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs à compter de 1er janvier 2020.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D.2192-1 et suivants du Code.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

1- Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs.

L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

2- Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>
<https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

[https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/ rubrique « nous contacter »](https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/rubrique%20nous%20contacter)

Pour déposer les factures sur le portail Chorus Pro, il est nécessaire de renseigner les éléments suivants : numéro SIRET de l'administration et n°d'engagement juridique, numéro du bon de commande.

Article 10.4 - Délai de paiement et intérêts moratoires

L'administration se libèrera des sommes dues par virement administratif sous 30 jours à compter de la validation du service fait conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

Ce délai peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires.

CCAP

Accord cadre à marchés subséquents relatif à la maintenance des systèmes de vidéoprotection, contrôle d'accès anti-intrusion, SSI et moyens de secours des sites de l'administration centrale parisienne

Ainsi, un nouveau délai est alors ouvert, ce délai ne pouvant en aucun cas être inférieur à 30 jours à compter de la réception des justifications demandées.

En dehors de l'hypothèse de suspension susvisé, les intérêts commencent à courir le lendemain de l'expiration du délai de paiement et jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

En cas de dépassement du délai global de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 11 - VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS

Article 11.1 - Vérifications

Le service bénéficiaire procède à des opérations de vérification qualitative et quantitative, qui ont pour objet de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les prescriptions du CCTP, conformément aux articles 27 et 28 du CACG-FCS.

Article 11.2 - Décision d'admission

A l'issue des opérations de vérification, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG- FCS.

ARTICLE 12 – PENALITES COMMUNES AUX LOTS

Les pénalités déterminées au présent accord-cadre dérogent à l'article 14 du CCAG/FCS.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire.

Le titulaire reste redevable de ses obligations contractuelles et de la commande qui lui a été passée.

Les pénalités sont systématiquement notifiées par courrier ou mél, avec accusé de réception et indication de leur motif, parmi ceux énoncés ci-dessous.

Nature de la pénalité	Montant
Défaut d'entretien au passage	100 € par constat
Non-respect du délai d'intervention indiqué au CCTP du lot concerné hors cas de force majeure dûment notifié	30 € par heure de retard
Non-respect du délai de résolution indiqué au CCTP du lot concerné hors cas de force majeure dûment notifié	30 € par heure de retard
Non ramassage et évacuation des déchets générés par l'intervention	30 € par constat
Non-respect du planning d'intervention pour les prestations de maintenance préventive et évolutive	30 € par jour ouvré de retard
Violation des consignes d'hygiène et de sécurité	40 € par infraction
Retard dans la remise du rapport annuel de maintenance	30 € par jour ouvré de retard à compter du lendemain de l'expiration du délai
Non remise du rapport d'état des lieux d'entrée dans le délai attendu de 1 mois suivant la 1^{ère} visite	50 € par jour ouvré de retard
Non mise à disposition de l'astreinte téléphonique ou défaillances non corrigées	50 € par jour ouvré de retard
Retard dans la remise du planning annuel de maintenance préventive	50 € par jour ouvré de retard
Modification des installations existantes sans approbation du service bénéficiaire	400 € par infraction
Non mise à jour de l'inventaire des installations, équipements ou mise à jour partielle à compter de la date d'anniversaire de l'accord-cadre	30 € par jour ouvré de retard

CCAP

Accord cadre à marchés subséquents relatif à la maintenance des systèmes de vidéoprotection, contrôle d'accès anti-intrusion, SSI et moyens de secours des sites de l'administration centrale parisienne

Retard dans la transmission de la fiche d'intervention contradictoire	30 € par jour ouvré de retard
Détériorations occasionnées sur les sites de l'administration	Remboursement de l'intégralité des coûts des travaux de remise en l'état sur présentation d'un justificatif fourni par l'administration
Non déclaration de sous-traitance	1500 € par infraction constatée
Travail dissimulé *	1000 € par jour ouvré à compter de la mise en demeure de l'administration, informé préalablement par un agent de contrôle de la situation irrégulière
Non-respect des exigences environnementales	100 € par infraction
Changement d'interlocuteur technique sans validation préalable du service bénéficiaire	150 € par infraction
Retard dans la transmission des pièces nécessaires au criblage des intervenants	20 € par jour ouvré de retard
Méconnaissance des obligations de conseil et d'alerte	200 € par infraction
Non réalisation de l'état des lieux de sortie – méconnaissance du devoir de réversibilité	300 € par jour ouvré de retard
Absence de suivi des pièces détachées	40 € par infraction

* : En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, l'administration informée par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation.

Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à la personne publique la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € par jour ouvré de retard.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire.

Le montant résultant du calcul des sanctions sera retenu sur la facture suivante, voire sur les factures ultérieures si un échelonnement est nécessaire.

ARTICLE 13 – EXECUTION AU FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas d'inexécution des prestations, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'administration se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du titulaire, aux frais et risques du titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques (résiliation du marché public aux torts du titulaire et exécution à ses frais et risques), conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

Au cas où il en résulte une différence de prix au détriment de l'administration, cette différence est mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué à son profit.

ARTICLE 14 – RESILIATION DE L'ACCORD CADRE

Article 14.1 - Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre

Le présent accord-cadre peut être résilié en raison d'événements extérieurs au marché public dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG-FCS.

Article 14.2 - Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre

Cet accord-cadre peut être résilié en raison d'événements liés à l'accord-cadre dans les conditions définies à l'article 40 du CCAG-FCS.

La résiliation de l'accord-cadre consécutive à un événement lié à l'accord-cadre n'entraîne aucune indemnisation en faveur du titulaire.

Article 14.3 - Résiliation pour mauvaise exécution

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le présent accord-cadre, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Dans les hypothèses définies à l'article 41 du CCAG-FCS ;

- Si le titulaire ne respecte pas les obligations de sécurité ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents particuliers (CCAP / CCTP ou offre technique du titulaire).

La résiliation pour mauvaise exécution doit être précédée d'une mise en demeure préalable restée infructueuse après un délai raisonnable.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

Article 14.4 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le présent accord-cadre peut être résilié pour motif d'intérêt général, sans indemnisation, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

La résiliation pour motif d'intérêt général ne peut résulter que d'un courrier express adressé au titulaire avec avis de réception.

Aucune résiliation, par le titulaire, en cours d'exécution, n'est admise.

ARTICLE 15 – REVUE DE CONTRAT

Les parties conviennent de se rencontrer au moins deux (2) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre afin de définir les éventuelles modifications dans leurs relations contractuelles qui pourraient se poursuivre au-delà de cette date.

ARTICLE 16 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre peut faire l'objet de modifications quel qu'en soit leur montant ; elles peuvent être à l'initiative de l'acheteur ou du titulaire. Ces modifications ne pourront en aucun cas modifier la nature globale du contrat.

Le champ d'application et la nature des éventuelles modifications possibles ainsi que les conditions dans lesquelles il peut être fait usage sont précisées ci-dessous :

L'acheteur peut, selon la survenance du besoin, procéder à une demande :

- Modification des caractéristiques techniques des équipements, logiciels (en cours d'exécution de l'accord-cadre, des modifications peuvent être apportées aux équipements objet du présent accord-cadre, impliquant le changement des caractéristiques techniques principales ;

CCAP

Accord cadre à marchés subséquents relatif à la maintenance des systèmes de vidéoprotection, contrôle d'accès anti-intrusion, SSI et moyens de secours des sites de l'administration centrale parisienne

- Ajout de nouvelles prestations non définies à l'annexe financière devenues nécessaires dans la limite de l'objet de l'accord-cadre ;
- Suppression d'un ou plusieurs équipements, logiciels quel que soit le motif ;
- Ajout d'un ou plusieurs équipements, logiciels à entretenir ;
- Adjonction d'un nouveau site en complément des sites initiaux ;
- Modification du nombre d'équipements à maintenir à la hausse ou à la baisse ;
- Evolution des systèmes de contrôle d'accès et anti intrusion sur les sites concernés ;
- Extension du système de contrôle d'accès à tout ou partie du site de Vendôme et celle du système anti-intusion du site de Russy Bémont.

Dans les hypothèses susvisées, les deux parties s'accordent sur les modifications par voie d'avenant, qui précisera la date d'effet et leurs impacts financier respectifs.

Il sera procédé à une mise à jour de l'annexe financière à l'acte d'engagement. (établissement d'un nouveau état du prix global et forfaitaire et bordereau des prix unitaires qui se substitueront aux précédents).

Les modifications correspondantes dans les facturations et paiements débiteront à la date indiquée dans l'avenant.

De même, la clause de reexamen pourra être aussi mise en œuvre dans l'hypothèse ci-après :

A l'issue de l'état contradictoire suivant la notification et portant sur l'inventaire exhaustif existant, une marge d'erreur peut être identifiée par les deux parties.

Marge d'erreur incluse de 5%	Coefficient (à appliquer sur le montant forfaitaire annuel relatif à la maintenance préventive)
Pourcentage supplémentaire au-delà des 5% de marge d'erreur

Ces ajustements se réaliseront dans les conditions précitées sans qu'il ne soit nécessaire de faire un avenant.

En outre, l'acheteur ou le titulaire peuvent procéder à une demande portant sur :

- la modification de l'indice de révision des prix suite à une suppression par l'INSEE ;
- l'ajustement de la clause de sauvegarde à la baisse ou à la hausse résultant de circonstances extérieures aux parties et conduisant le titulaire à exposer le marché à un risque d'inexécution.

ARTICLE 17 – MODIFICATION DE L’ACCORD-CADRE

Les éventuelles modifications de l’accord-cadre ou du marché subséquent par avenant seront effectuées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

ARTICLE 18 – NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCES

L’accord-cadre pourra être cédé ou mis en nantissement conformément à l’article L. 2191-8 du Code de la commande publique.

Chaque bon de commande peut être nanti, l’accord-cadre ne comportant pas de montant minimum.

Le pouvoir adjudicateur remet, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du bon de commande revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant de l’accord-cadre.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement est la Secrétaire Général.

ARTICLE 19 – ASSURANCES

Le titulaire devra justifier, avant tout commencement d’exécution des prestations, qu’il est titulaire d’assurances garantissant sa responsabilité à l’égard des tiers et de l’administration en cas d’accidents ou de dommages subi par les installations, matériels dans le cadre de ses interventions.

La garantie devra être suffisante.

Conformément aux responsabilités encourues dans le cadre du droit commun, le titulaire s’engage expressément à produire des attestations émanant d’une compagnie d’assurance notoirement solvable, précisant :

- sa validité, dont la mention de ce que l’assuré est à jour de paiement de ses primes,
- la nature détaillée des garanties, ainsi que le montant des franchises et les montants garantis. Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les éventuels sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 20 – RESPONSABILITE DU PERSONNEL

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque motif que ce soit. Il est notamment responsable des actes et fautes commis par son personnel. Il est tenu de réparer ou d'indemniser le préjudice qui en résulterait pour le pouvoir adjudicateur ou les tiers.

Le titulaire assume seul et entièrement vis-à-vis de son personnel (et ses sous-traitants, le cas échéant) les droits et obligations de l'employeur.

Le présent accord-cadre ne crée aucune relation de subordination entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ou son personnel. L'ensemble du personnel du titulaire affecté en tout ou partie à l'exécution des prestations reste, en toute circonstance, sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire. Ce personnel n'aura à rendre de compte qu'au titulaire, son employeur, qui assurera sa rémunération et l'ensemble de ses frais.

En cas d'arrêt de travail de son personnel ou de toute situation qui affecterait l'exécution de la prestation, le titulaire devra assurer la continuité des prestations définies dans le présent accord-cadre.

Dans le cas où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations dans les délais, et conditions prévues, l'administration se réserve le droit de recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

De même, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'interdire l'accès au site à tout personnel qu'il jugerait indésirable, notamment du fait de sa tenue ou de sa conduite. Tout agent qui donnerait lieu à des plaintes graves et justifiées par manque d'égard ou de politesse envers le personnel du pouvoir adjudicateur pourra être évincé sur simple demande du pouvoir adjudicateur sans que le titulaire puisse prétendre au versement de quelque indemnité que ce soit. Le titulaire déclare faire son affaire, des litiges avec ses salariés, ses préposés ou sous-traitants qui trouveraient leur source dans une décision de remplacement ou d'éviction.

Article 20.1 – Agrément des intervenants

Le titulaire s'engage à adresser au service bénéficiaire, dans les plus brefs délais, suivant la notification de l'accord-cadre, la liste nominative des intervenants affectés sur site pour agrément, compte tenu du délai de traitement de la demande.

Il mentionne explicitement les salariés étrangers et joint les justificatifs afférents.

Toute modification apportée à cette liste devra, être au préalable, notifiée à la personne publique et recevoir son approbation écrite.

Cette liste doit être tenue à jour et faire mention des modifications pouvant intervenir dans la composition du personnel.

Le titulaire s'engage à ne présenter que des personnels appartenant à son entreprise ou à un sous-traitant, qui auront préalablement fait l'objet d'une autorisation d'accès.

Aucun intervenant ne pourra être autorisé sur le site concerné s'il ne figure pas sur ladite liste.

L'administration se réserve le droit de refuser l'accès à son site et demander le remplacement en cas de méconnaissance du titulaire.

Article 20.2 – Récusation des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le service bénéficiaire se réserve le droit de récuser de manière motivée avec effet immédiat les personnels du titulaire qui s'avèreraient inadaptés (à quelque titre que ce soit) à l'exécution des prestations.

Le titulaire doit alors réaliser une nouvelle demande d'agrément des nouveaux agents, préalablement au remplacement des personnels récusés dans un délai de 48 heures au plus tard.

Il ne peut prétendre ni à une prolongation du délai d'exécution, ni à une indemnité, ni à un supplément de prix.

ARTICLE 21 – SECURITE ET HYGIENE

Le titulaire exerce une surveillance continue sur le site, afin d'éviter tout accident aux personnels affectés à l'exécution du présent accord-cadre.

Il prendra lors de ses interventions sur site toutes les mesures d'ordre et de sécurité nécessaires propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers, usagers, agents publics.

De même, le titulaire est tenu de veiller à l'application des règles de sécurité, d'hygiène, de protection du personnel notamment en informant son personnel des risques généraux liées à la réalisation de certaines prestations.

Pour chaque intervention, le titulaire doit obligatoirement fournir aux personnels intervenant sur site les équipements de sécurité nécessaires.

Une importance particulière est donnée à la propreté des sites, il est strictement proscrit de commettre toute action nuisible à la propreté et à l'hygiène.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre toutes dispositions pour éviter qu'aux abords des sites, les chaussées et trottoirs ne soient souillés par des déchets et des matériaux provenant de l'entretien.

Toute dégradation du site sera imputée au titulaire.

Le titulaire est tenu pour responsable des dommages subi par les installations et les matériels dans le cadre de ses interventions.

Le titulaire garantit aussi le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris le recours des voisins.

Article 21.1 – Sécurité et plan de prévention

Le titulaire devra se soumettre aux consignes de sécurité qui lui seront données en application de tous les textes réglementaires ainsi que des éventuelles particularités propres aux sites, et plus généralement à toutes instructions qui lui seraient communiquées par les responsables ou représentant du service bénéficiaire.

Le titulaire s'engage ainsi à informer ses personnels affectés aux prestations et ayant besoin d'accéder aux sites concernés : qu'ils devront se conformer strictement au règlement intérieur (notamment port du badge apparent obligatoire dans l'enceinte du site, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans le site dans lequel sont exécutées les prestations (notamment présentation d'une pièce d'identité à l'entrée , n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par l'accord-cadre).

Les portes d'accès aux bâtiments ne devront pas être laissées ouvertes lors de la réalisation des prestations et aucune personne autre que celles affectées à l'accord-cadre par le titulaire ne pourra entrer sur le site.

Un plan de prévention, dans le cadre du décret du 20 février 1992, devra être rédigé entre le titulaire et le service bénéficiaire, avant toute intervention.

A cette fin, le titulaire s'engage à fournir toutes les pièces utiles et à faire respecter l'ensemble des consignes de sécurité à son personnel ainsi qu'à ses sous-traitants, le cas échéant.

Le plan de prévention indique de façon précise et détaillée :

- l'identification précise du titulaire et le cas échéant du sous-traitant ;
- la liste exhaustive des risques liés aux activités et des zones à risques ;
- les moyens et mesures de prévention prévus pour chacune d'entre elles sur le plan ;
- des équipements de sécurité individuels et collectifs ;
- des matériels et produits utilisés ;

- des modes opératoires ;
- les éléments relatifs à l'organisation des secours ;
- les instructions, consignes, informations et formations précises à donner aux salariés ;
- la liste des installations mises à la disposition du titulaire (locaux, vestiaires, sanitaires...).

ARTICLE 22 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire s'engage à respecter les prescriptions suivantes :

- Traiter les données communiquées uniquement pour les seules finalités de l'exécution de l'accord-cadre ;
- Traiter les données dans le respect des instructions de l'acheteur ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Notifier sans délai toute violation de données à caractère personnel ;
- Détruire au terme de l'accord-cadre toutes les données à caractère personnel.

L'administration se réserve la possibilité de demander toute documentation correspondante afin de s'assurer du bon respect de ces obligations.

ARTICLE 23 – LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes.

En cas de litige résultant de l'exécution de l'accord-cadre, le tribunal compétent est le tribunal administratif dans le ressort duquel le pouvoir adjudicateur désigné dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre a son siège.

Tribunal administratif de Paris

7, rue de Jouy
75004 PARIS
01.44.59.44.00

L'ensemble des échanges entre les parties est rédigé en langue française.

Le présent accord-cadre est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout

CCAP

Accord cadre à marchés subséquents relatif à la maintenance des systèmes de vidéoprotection, contrôle d'accès anti-intrusion, SSI et moyens de secours des sites de l'administration centrale parisienne

différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution. L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1/ Principes communs au règlement amiable des différends

- **Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends**

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- **Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions**

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- **Confidentialité**

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2/ Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses
fournisseurs

13 place Vendôme

75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le médiateur pour les relations entre le ministère de la justice et ses fournisseurs peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

• Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs »

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

CCAP

Accord cadre à marchés subséquents relatif à la maintenance des systèmes de vidéoprotection, contrôle d'accès anti-intrusion, SSI et moyens de secours des sites de l'administration centrale parisienne

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

- **Durée de la médiation**

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

3/ Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédoc 353
75703 PARIS Cedex 13

ARTICLE 24 - PROMOTION DE LA CHARTE « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1^{er} juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables,
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées,
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement,
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR),
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

ARTICLE 25 – DEROGATION AU CCAG-FCS

Le présent CCAP prévaut sur toutes les dispositions du CCAG-FCS qui lui seraient contraires.

Article du présent CCAP	Article du CCAG-FCS auquel il est fait dérogation
12	Art. 14 relatif aux pénalités
14.4	Art 42 relatif à l'indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général
8.3.1.2	Art 10.2.3 relatif à la révision des prix